

LES ALLOBROGES

savoyards

bimensuel départemental du PCF - N°1033-

mardi 12 avril 2020 - 1.50€

éditorial

diffusion numérique

Nous avons continué notre travail d'information avec Les Allos numériques, mais la version papier va bientôt reprendre.

L'idée de numéros numériques des Allobroges est venue de la volonté communiste de continuer à s'exprimer malgré le confinement dû à la pandémie. Et ce n'était pas du luxe : la presse départementale n'a pas passé une ligne du communiqué de la fédération de Savoie du PCF pourtant consacré au coronavirus, et, à ce jour, n'a pas publié un mot du communiqué de la section de Moûtiers. Faut-il que la mise en cause des politiques de privatisation, de délocalisation et d'austérité dérange ! Elle dérange d'autant plus qu'elle rencontre l'expérience actuelle de la population, de nombreux citoyens ne faisant plus confiance au gouvernement et prenant conscience de la nocivité de ses choix.

On a fermé très récemment des entreprises dont les productions auraient été utiles dans la lutte contre l'épidémie. Le gouvernement a changé plusieurs fois de version sur l'utilité (ou non) du masque. Jean-Michel Blanquer n'a absolument pas répondu aux inquiétudes des personnels de l'enseignement. Emmanuel Macron affirme que le jour d'après ne sera pas celui d'avant, mais ne change pas de politique. La prolongation de l'état d'urgence renforce l'autoritarisme du pouvoir et autorise le contrôle massif de la population. Alors oui, les citoyens ont besoin de la presse communiste pour dénoncer cette réalité et formuler d'autres propositions, L'Humanité au niveau national, Les Allobroges au niveau départemental.



Les communistes savoyards vont donc tout faire pour que le journal Les Allobroges reprenne sa parution le plus vite possible. Mais il est évident qu'il n'y aura plus, simultanément, sa reproduction numérique (autre chose étant la possibilité de retrouver ultérieurement des articles sur internet).

C'est pourquoi, la publication numérique ayant touché des non abonnés aux Allobroges, nous les invitons, s'ils souhaitent continuer à recevoir nos informations, à s'abonner au journal bimensuel Les Allobroges savoyards (25 euros l'abonnement à l'année. Envoyer un chèque à l'ordre des Allobroges à : Les Allobroges savoyards, 326, avenue Alsace Lorraine – 73 000 Chambéry). Les événements ont prouvé la nécessité d'une presse indépendante et communiste.

S'informer et la soutenir vont ensemble.

Alain Dupenloup

Covid 19 :

des citoyens, L'Humanité s'engage !

Une citoyenne, Martine M., propose d'écrire aux « décideurs politiques ». S'il est une chose que la crise sanitaire a dévoilé, c'est l'importance de l'hôpital public et la légitimité des revendications portées durant des mois par son personnel.

Proposant de saisir les « décideurs politiques », Martine M. nous fait part d'une idée de lettre dont nous publions bien volontiers l'essentiel :

« Monsieur le député, la crise sanitaire actuelle nous a permis de prendre la mesure de la situation de nos soignants (...) La solidarité de la population, qu'elle s'exprime par les applaudissements quotidiens, la fabrication de masques, ou toute action généreuse, ne saurait en aucun cas servir de soins palliatifs (...) à l'ampleur des pénuries de personnels et de matériels que nous ne connaissons que trop. Ce serait trahir ces élans généreux que de ne pas faire suivre cette crise d'une politique de santé publique assortie des réformes et des budgets dont la nécessité est criante (...) Je vous demande d'appuyer ma demande auprès de vos collègues élus (...) ».

Cette initiative prouve que le gouvernement aurait tort de vouloir poursuivre sa politique d'austérité pour la santé après la crise. Il pourrait bien rencontrer de très fortes résistances.

Pour la gratuité des masques, une pétition du journal L'Humanité

J'exige la gratuité des masques.

Nom et prénom :

.....

Adresse :

.....

Ville :

.....

Code

postal :

E-mail :

Ce bulletin est à renvoyer par courrier à :

L'Humanité – Secrétariat du directeur – 5, rue Pleyel, immeuble Calliope – 93538 Saint-Denis Cedex. On peut

aussi signer la pétition en ligne sur HUMANITE.FR.



Communication aux lecteurs :

Au moment où le gouvernement utilise la crise sanitaire pour remettre en cause les libertés publiques (provisoirement, dit-il, mais qu'en sera-t-il vraiment ensuite ?), au moment où il tente, par la multiplication des interventions télévisées, de faire oublier ses tâtonnements et les conséquences de ses choix libéraux (les fermetures de lits et l'absence de matériels dans les hôpitaux se paient cher ! Une fois il faut le masque, une fois il ne le faut pas, car il en manque toujours !), le maintien d'une parole communiste est important. Nous le faisons avec nos modestes moyens au travers de ce journal électronique. Nous remercions tous nos lecteurs de bien vouloir le diffuser largement autour d'eux au travers des adresses mail dont ils disposent.

Au prochain numéro, le journal reprendra sa forme papier.

Naturellement, cette version électronique ne durera que le temps du confinement. Dès que celui-ci sera terminé, notre journal reparaitra sous sa forme habituelle et la forme électronique gratuite disparaîtra. Il faudra être abonné pour recevoir Les Allobroges, ce ne serait pas tenable financièrement autrement.

C'est pourquoi nous appelons les lecteurs non abonnés qui ont pu apprécier notre envoi électronique à s'abonner au journal, afin de le recevoir deux fois par mois après le confinement. Rappelons son coût modique, 25 € pour l'année (Chèque à l'ordre des Allobroges savoyards à adresser aux Allobroges savoyards, 326 avenue Alsace Lorraine, 73 000 Chambéry). Pour Les Allos, le jour d'après commence maintenant.

A Chambéry, le 1er mai, les forces de l'ordre font le ménage !

A Chambéry, cinq militants communistes avaient décidé de marquer (fort pacifiquement) le 1er mai en entourant la fontaine des Eléphants de petites affichettes revendicatives. L'une d'elle disait ainsi : « et après ? On redémarre la machine à détruire l'humain et la planète, ou on change le système ? ». Très rapidement, au bout de quelques minutes, les forces de l'ordre sont intervenues auprès des cinq dangereux terroristes pour qu'ils enlèvent illico leurs panonceaux. L'ordre doit régner à Chambéry !

Les conditions du déconfinement interrogent. Exemples avec école et BTP.

La réouverture des écoles a été décidée brutalement par Emmanuel Macron, non dans un souci pédagogique, mais pour répondre aux exigences du Medef qui veut « libérer les parents » pour qu'ils puissent aller travailler. D'où l'étrange décision de rouvrir les maternelles en priorité, là où précisément le respect des distances de sécurité par les enfants est le plus difficile à mettre en oeuvre ! Enseignants et parents d'élèves des écoles primaires et maternelles cherchent des solutions, conscients des impossibilités. A Mognard, les enfants devront amener leur pique-nique. A Albertville, les élèves devraient être de retour « dans les classes à partir du 14 mai », mais moins de la moitié des parents devraient y envoyer leurs enfants ! L'inquiétude domine. A Aigueblanche, la mairie a décidé de ne pas rouvrir les écoles. A Aime, le directeur de l'école publique craint que les élèves qu'il faudrait « repêcher » ne soient pas ceux « que nous reverrons ». A St Marcel la rentrée ne se fera que le 18 mai. Bref, la solution choisie n'est pas partout la même.

Pour leur part, dans un communiqué commun, les syndicats enseignants SNUipp, SE et SGEN ont demandé de « différer la reprise » et de faire de la semaine du 11 au 15 mai « une semaine de pré-rentree » afin de mettre en place les garanties sanitaires indispensables et une organisation pédagogique acceptable. Cela semble plus sage que l'empressement d'Emmanuel Macron. Et les 3 syndicats donnent une consigne évidente : « dès lors que les conditions sanitaires d'une réouverture de l'école ne sont pas réunies, l'école ne doit pas rouvrir ».



Ils précisent : « Le travail de préparation de réouverture des écoles doit pouvoir être présenté en conseil d'école qui pourra également saisir l'avis de la commission de sécurité ». Le syndicalisme fait preuve d'un grand sens des responsabilités.

La reprise des chantiers dans le BTP, nombreux en Savoie, pose également question. Rémi Ferront, secrétaire de la CGT du BTP bois et ameublement des deux Savoie l'exprime clairement : « il n'est pas question que les salariés laissent leur vie sur l'autel de la finance ».

S'il reconnaît qu'il peut être nécessaire de faire intervenir une entreprise pour des travaux urgents, « à condition d'avoir bien discuté en amont des mesures de protection », il refuse que l'on autorise n'importe quoi. « Des travaux sur une route qui s'effondre, oui, mais pas pour les gorges de l'Arly fermées depuis des mois ».

Le militant explique qu'il est difficile de faire respecter les règles sanitaires sur un chantier car, contrairement à ce qui se passe dans une entreprise, on ne peut pas nettoyer un poste de travail, ou les outils que les ouvriers se passent des uns aux autres. « Et comment respecter un mètre de distance dans les véhicules qui transportent les ouvriers ? ». Quant au volontariat, c'est du volontariat forcé, les salariés craignant de se retrouver sans emploi. S'il comprend la situation difficile de petites entreprises, le syndicaliste refuse qu'on envoie des salariés mourir du COVID 19 au travail.

Ainsi, les deux exemples de l'école et du BTP illustrent bien la difficulté du déconfinement.

Covid-19

Les maires de Savoie ont dû gérer comme ils le pouvaient.

Des consignes aux masques, le règne de la débrouille ! Plusieurs maires de petites communes des vallées nous ont fait la même réflexion à propos du Covid 19 : nous n'avions pas de consignes, il a fallu improviser au mieux. Un maire du bassin albertvillois, en colère, nous a même dit : «il fallait se taper pendant plus d'une heure de télévision la conférence de presse de l'Élysée pour savoir ce qu'on devait faire ».

Pour les masques, les élus ont sollicité les bonnes volontés pour répondre tant bien que mal à la demande. Car il en manquait, et pas qu'un peu. Au moment où nous écrivons, la pharmacie de Moûtiers annonce toujours : pas de masques avant le 18 mai ! Alors le Dauphiné libéré en joint un à l'achat d'un numéro du journal (c'était le 12 mai), et Laurent Wauquiez a mobilisé la Région en livrant un masque par habitant par l'intermédiaire des mairies. Il fallait aller les chercher au centre Louis Armand de St Jean de Maurienne, la députée Emilie Bonnard insistant auprès des maires : votre présence est souhaitée car Laurent Wauquiez sera présent. Même si nous n'y accordons pas grande importance, la récupération politique peut agacer.

Le point de vue de Jacqueline Dupenloup, maire de St Alban des Villards.

« Ce qui me paraît important à dire sur la période, au-delà des moqueries que l'on peut avoir sur les récupérations politiciennes des uns et des autres, qui ne sont que des épiphénomènes, c'est que la vacuité de l'Etat en cette période de crise sanitaire n'est pas le fruit du hasard.

Le fonctionnement de la Vème République est présidentiel, il devient presque monarchique. Emmanuel Macron parle. Les préfets ne relaient pas sa parole (en particulier auprès des maires, gestionnaires des communes). On ne leur demande pas de le faire, sans nul doute. Et comment voulez-vous d'ailleurs qu'ils envoient une circulaire titrée « nous sommes en guerre » ?

Sur le terrain, dans les villes et villages, c'est donc la débrouille. Chacun capte ce qu'il peut d'informations, et fait ce qu'il peut. Cela ouvre la porte, bien sûr, aux mises en avant publicitaires des actions des uns et des autres. Mais le plus grave, c'est le retour de féodalités modernes et monstrueuses : métropoles, grandes régions, portes ouvertes à d'autres féodalités économiques, autour de châteaux-forts multinationaux. Le plus grave, c'est la France et la démocratie républicaine éclatées. »

MSSA Pomblière

Suite à la décision de la direction de reporter les négociations sur les salaires, une importante partie du personnel s'est mis en grève illimitée. Au moment où nous écrivons, il y aura plus de 15 jours que le mouvement dure avec un nombre de gréviste toujours notable (même si la longueur du conflit explique des reprises du travail). Pour le moment, le syndicat FO (qui a initié le mouvement) refuse les propositions de la direction et demande que cette dernière prenne en compte ses revendications syndicales. Salaires, primes, participation, paiement des heures de grève, tout doit être mis sur la table.

Il est clair que la longueur du conflit prouve une forte combativité ouvrière. Cela pourrait compter pour l'avenir. Il semblerait que la direction ait remplacé le personnel gréviste par des travailleurs moins formés, voire pas formés. C'est un vrai problème.

Du coup, un tract anonyme a été distribué dans les boîtes aux lettres des habitants affirmant que ce recours à du personnel non formé, « vu les produits chimiques utilisés dans l'usine », pouvait mettre en péril « le personnel et les citoyens vivant dans le périmètre de l'usine ». La formule a heurté le maire de St Marcel (ceux qui le connaissent savent qu'il n'est pas antisindical), estimant qu'il était inutile de faire peur à la population. L'usine, classée Seveso, est en effet un site sensible pour tout ce qui concerne la sécurité. Le maire pense donc qu'il ne faut pas « en rajouter ».

Il est clair aujourd'hui qu'il faut sortir du conflit par le haut : il appartient à la direction de faire les gestes nécessaires.

Covid-19

Il y a patronat et patronat ! De nombreuses faillites menacent les TPE et PME

Les petites et moyennes entreprises, les TPE et PME sont touchées de plein fouet par la situation économique. Comme l'écrit L'Humanité, « elles sont asphyxiées par les banques et les grands groupes, en dépit des promesses gouvernementales ». Si Emmanuel Macron a affirmé qu'aucune entreprise ne serait livrée à la faillite, le ministre de l'Economie Bruno Lemaire a vite recadré les choses en disant : « il y a un risque de multiplication des faillites ». Il y a ceux qui ont dû fermer (et, par exemple, les petits restaurants de nos villes, Chambéry, Albertville, St Jean, etc, vont avoir du mal à rouvrir), et ceux qui ont travaillé au ralenti avec la peur au ventre (un plombier de Tarentaise disait : « chaque fois que je pars travailler, j'ai peur d'attraper la maladie »).

Or, si l'Etat a débloqué 300 milliards d'euros en garantie des prêts bancaires pour éviter les faillites, nombre des demandes des TPE et PME sont refusées sans examen par les banques ! L'Etat prend donc les risques à leur place, et les banques empochent les intérêts. Une fois de plus, quand il s'agit de grands groupes comme Air France ou Renault, l'Etat s'engage sans contreparties (le pouvoir des actionnaires est intact !), quand il s'agit des TPE et PME, les banques mégottent.

L'idée communiste d'un pôle public bancaire prêtant en faveur de l'emploi et de l'investissement productif est plus actuelle que jamais.

Une déclaration commune qui surprend.

La CFDT, la CFTC... et le Medef ont signé une déclaration commune pour « la reprise des activités économiques dans des conditions sanitaires optimales ». Les 3 organisations précisent : « les solutions à engager doivent être trouvées au plus près du terrain en concertation avec les salariés et les représentants du personnel quand ils existent ». Après avoir tout fait pour en réduire la représentativité, après n'avoir causé sécurité que sous la menace de grèves (comme à Ugitech), le Medef aurait changé son fusil d'épaule ? Il faut une grande naïveté pour le croire. Pour le grand patronat, la loi du profit maximum passera toujours avant la vie des salariés. Seule leur mobilisation forcera le Medef à respecter leur sécurité. C'est évident.

A Chambéry, le Secours populaire fait face à la crise. Interview.

Nous avons questionné Régine Barberet, responsable du Secours populaire en Savoie, le Secours pop', sur l'activité de l'association en pleine crise du Covid 19.

La militante s'est pliée avec une grande gentillesse au « jeu » de l'interview. Nous l'en remercions.

Régine Barberet pointe d'emblée la question financière : « Avec le confinement, on a dû arrêter les braderies et les boutiques qui permettaient de faire rentrer de l'argent. Et, dans le même temps, l'aide alimentaire offerte par le Secours pop' a été multipliée par deux ! ». Il en est ainsi de nombreux étudiants du Crous de Chambéry qui, confinés dans des chambres exigües et disposant de très peu de moyens, sont venus au Secours pop' pour trouver de quoi manger.

Régine Barberet explique : « Nous avons donc des produits alimentaires. Nous avons racheté des produits d'hygiène. Nous avons du gel hydro-alcoolique, des gants, des masques, on peut répondre à la demande. Des médecins retraités nous aident bénévolement. Ils expliquent aux gens les gestes barrières et discutent avec eux de leurs problèmes. Ce ne sont pas de vraies consultations, mais des échanges permettant à des personnes de raconter leurs difficultés, de reprendre confiance, de savoir à qui s'adresser ». Evidemment, l'activité alimentaire ne se déroule pas dans les locaux du Secours pop', trop petits, mais sur le trottoir. L'étroitesse des locaux a d'ailleurs contraint l'association à refuser des bénévoles du fait des contraintes de distance à respecter. Ils sont quatre pour les distributions et ne pourraient être plus nombreux. « Mais on a maintenu les livraisons pour Albertville, Ugine, Yenne, où il y a du monde mobilisé et équipé. On a également maintenu des contacts internationaux pour la solidarité (Nicaragua, Burkina, etc) ». On le voit, le Secours populaire ne se ménage pas, et c'est d'autant plus important que la crise sanitaire frappe en particulier les plus démunis.

Nous quittons notre amie sur son inquiétude : « il n'y a plus de rentrées financières, c'est un problème ». Nos lecteurs peuvent donc aider le Secours pop' en envoyant un chèque à l'ordre du Secours populaire à l'adresse suivante : Secours populaire, 7, rue du Chardonnet, 73 000 Chambéry.

<https://don.secourspopulaire.fr/>

A travers la presse départementale

par Marc Pavy

les brèves

Le Conseil Savoie Mont Blanc est formé de conseillers départementaux nommés par les deux départements de Savoie et Haute Savoie, non élus, donc. Ce qui ne l'empêche pas de gérer un budget de 27 millions d'euros ! Lequel est « abondé à parts égales par chacun des 2 départements ». Dont l'un est pourtant bien plus peuplé que l'autre... Les lubies d'Hervé Gaymard coûtent cher à La Savoie.

Franck Lombard est maire d'Ugine et président d'Arlysère. Il a fait le point sur les conséquences de la crise dans le DL. Nous aurons « une saison estivale très difficile », constate-t-il, ajoutant que, « se balader en montagne, c'est bien, mais que faire s'il pleut ? ». Un tel niveau de réflexion ébranle. Et il conclut que des entreprises vont tomber, « mais elles seraient tombées quoi qu'il arrive », n'étant pas en bonne santé. L'idée de mobiliser les banques ne l'a pas effleuré.

En Tarentaise, parlant de l'économie de la vallée, le maire de Bourg St Maurice, Michel Giraudy, estime qu'il est très important « de préserver, voire d'améliorer nos activités créatrices de richesses, tels que le tourisme, le commerce, l'artisanat, les services ». Ce n'est pas faux, mais on pourrait y ajouter l'agriculture et l'industrie, et préciser les services « publics ». Ce qui ne choquerait personne.

Le père Maurice Dunand est, en Tarentaise, un prêtre connu et respecté, tant pour ses engagements que pour son esprit d'ouverture et son contact avec les autres. A la question du Dauphiné libéré : « Est-ce un message divin qui est envoyé à travers cette crise ? », Maurice Dunand répond simplement qu'il ne faut pas tout mettre sur le dos de Dieu qui « laisse le monde tourner avec les libertés qu'on utilise souvent mal ». Voilà qui nous change des évangélistes fous des USA.

TOME DES BAUGES : PAS SANS PEINE

« Rien ne sera plus comme avant ».

Qu'en sera-t-il dans le monde paysan notamment ? Le 27 novembre 2019, 1000 tracteurs défilaient à Paris sur le périphérique pour exprimer leur colère contre les prix bas : l'objectif étant de faire monter la pression sur des négociations commerciales avec la grande distribution (Leclerc, Carrefour, etc.). Colère toujours présente qui montre que la loi Egalim (Etats généraux de l'alimentation) votée par la majorité en 2018 n'a rien réglé. En 2017, le président Macron, en visite à Rungis, avait pourtant promis aux paysans le vote d'une loi obligeant les transformateurs et les distributeurs à tenir compte de l'évolution des coûts de productions à la ferme. Cause toujours...

Jackpot bauju ?

Les producteurs de la tome des Bauges AOP (origine protégée) souffrent-ils, aussi, de la commercialisation à bas prix ? L'homme de « la rue » peut penser que, grâce à l'AOP, les producteurs baujus tirent un prix correct de leur produit. Ce n'est vrai qu'en partie. Vendre le lait 500 euros la tonne (700 euros en bio) dans le massif des Bauges, contre 350 euros en « plaine », peut s'apparenter à un jackpot. Sauf que le paysan bauju se heurte à des coûts de production plus élevés pour de multiples raisons : par exemple, avec des hivers plus longs qu'en plaine, il faut de grands bâtiments pour stocker plus de foin. L'été venu, « en bas », ils peuvent pratiquer plus de coupes (trois). « En bas », toujours, la production de fourrages artificiels (luzerne par ex.) est plus aisée. Par ailleurs, pour obtenir l'appellation « tome des Bauges », il faut respecter un cahier des charges strict. La production de lait par vache/an est limitée à environ 6000 litres. On s'éloigne de la course folle à la surproduction industrielle standardisée. Conjointement à la limitation de la production, est imposé un cheptel obligatoirement de race montagnarde (tarine et abondance) moins productive. Une part de montbéliarde est tolérée.

Loi du marché...de dupes.

Tout cela entre dans la fabrication du prix du produit, prix tendu. Il faut avoir l'âme chevillée au corps pour affronter par-dessus le marché (c'est le cas de le dire) la libre concurrence. Le néolibéralisme, plus que trentenaire, nourrit la guerre économique. Bisounours, c'est pas pour les Baujus non plus. Les milliards de l'agrobusiness c'est pour « les gros ». De grandes enseignes de la distribution se permettent de menacer de déréférencement (exclusion) des fournisseurs qui ne baisseraient pas leurs prix. Elles veulent le beurre et l'argent du beurre : tout gagner sans rien laisser ou presque aux autres. Emmanuel Macron veut mettre fin à la loi du marché dans le secteur sanitaire. Chiche ! Pourquoi pas dans l'alimentaire ?

Relocalisation.

Tout le monde en parle. Précisément, la tome des Bauges, produit du terroir ancestral (on frôle le pléonasm), est chez elle et insuffisamment valorisée. Plutôt que de prix libre parlons de prix juste. Sur fond de hausse du pouvoir d'achat des consommateurs : vaste programme !

Allos sport par Gérard SIMON

Handball. Dumoulin, international de hand-ball, dont la carrière prit un tournant décisif lorsqu'il fut gardien de l'équipe chambérienne, s'illustre par son action solidaire des soignants du coronavirus, en recueillant des fonds pour ceux qui luttent en première ligne (les vrais « premiers de cordée ») contre l'épidémie.

Cyclisme. Romain Bardet est perplexe sur le report du Tour de France au mois de septembre. Avec une certaine raison, il dénonce, comme T. Pinot, l'absence actuelle de contrôles anti-dopage.

Rugby. Le SOChambéry est dans l'incertitude au sujet de la prochaine saison. Il ignore la date de reprise et la composition des 4 ou 5 poules de Fédérale 1. Quant à l'effectif, le Midi Olympique vient d'annoncer l'arrivée du pilier Damien Jourdain. Monsieur Jourdain sera bien utile pour renforcer une 1ère ligne souvent à la peine lors de la saison écoulée.

Football. Après la disparition de Michel Hidalgo, emblématique entraîneur de l'équipe de France championne d'Europe en 1984, Robert Herbin vient de nous quitter à l'âge de 81 ans. « Robert Herbin emporte avec lui les pages les plus glorieuses de l'histoire des Verts », précise B. Lions dans l'Equipe. D'abord joueur (surnommé le Rouquin) de 1957 à 1972 (associé notamment à Mekloufi), R. Herbin se forge un palmarès exceptionnel : six titres de champion de France et trois Coupes de France. Mais c'est comme entraîneur succédant au charismatique Albert Batteux qu'il va devenir célèbre de 1972 à 1983, puis de 1987 à 1990. Il obtiendra alors 4 titres de champion et 4 Coupes de France, la cerise sur le gâteau étant la finale de la Coupe d'Europe en 1976 contre le Bayern de Munich (défaite 1 à 0 malgré deux tirs sur les poteaux). Avec la promotion de la rigueur physique et tactique, Robert Herbin a redonné un élan tonique au football français des années 1970. Il a obtenu 256 victoires avec les Verts ce qui le place en tête des entraîneurs stéphanois devant Jean Snella, Christophe Galtier et Albert Batteux. Le « Sphinx » (surnom dû à J. Vendroux) restait impassible sur le banc de touche, fumant un cigare et pensant à la musique classique qu'il avait appris à aimer avec son père professeur au conservatoire. Toujours vert jusqu'au bout, il écrivait encore ces derniers temps une chronique dans Le Progrès après chaque match de Sainté. Le temps des Verts, celui des mineurs, celui de Manufrance nous fait toujours rêver. « C'était un temps où les poteaux étaient carrés... le temps où le sport français se nourrissait d'exploits inachevés où le panache et la générosité valaient toutes les victoires du monde ».

Chambéry, Coise : les communistes ont marqué le 8 mai

Ce 8 mai, au monument aux morts de la Rotonde de Chambéry, une délégation de communistes a commémoré le 75ème anniversaire de la capitulation nazie. De même, à Coise, la section du PCF a organisé le dépôt d'une vasque, tandis que l'Anacr faisait de même à Villard-Léger. Dans le respect des règles sanitaires, les deux cérémonies ont permis la participation de 3 porte-drapeaux accompagnés d'une trompette pour la sonnerie aux morts.

A Chambéry, Florian Penaroyas y a fait une courte déclaration dont nous donnons ci-dessous l'essentiel. « Il y a 75 ans prenait fin, en Europe, la guerre la plus meurtrière que l'humanité ait connue (...). Notre pays s'est reconstruit, dès la fin de la guerre, sur la volonté de vivre ensemble au sein d'une Europe en paix, préservée des nationalismes et du fascisme (...).

Des mesures fortes, issues du programme du Conseil national de la Résistance, ont structuré la société française (...), des mesures politiques sur la démocratie et la liberté de la presse, des mesures économiques caractérisées par une véritable démocratie économique et sociale (impliquant le retour à la nation des grands moyens de production, des sources d'énergie, des compagnies d'assurance et des grandes banques), des mesures sociales, dont un réajustement important des salaires, le rétablissement d'un syndicalisme indépendant, un plan complet de sécurité sociale (...). Ce programme reste d'une criante actualité. Les 36 martyrs de la liberté, dont les noms sont inscrits sur ce monument, n'ont pas connu cette ère de droits nouveaux pour lesquels ils sont tombés (...). Cette France résistante diverse, communiste, gaulliste, parfois même royaliste, mais unie dans un même idéal, a permis la victoire des alliés et la capitulation des nazis ».

le tourisme et la restauration s'organisent pour survivre.

Si le confinement a fortement désorganisé l'économie, il est des secteurs particulièrement touchés. Les CHR (cafés hôtels restaurants) et le tourisme plus généralement sont parmi les premiers. Si les entreprises ont fermé le 16 mars, personne n'est encore informé d'une date de reprise alors que le reste des commerces voit venir le bout du tunnel.

Le tourisme social aussi dans la crise

Côté tourisme, les agences de voyages doivent reporter les voyages et faire des avoirs pour les clients. Et, pour des agences comme Savatou, la vente de billets pour les spectacles est une source non négligeable du chiffre d'affaires. La gestion au quotidien de cette entreprise de 16 salariés, en une période aussi tourmentée, est une gageure qu'Alain Ferrero, président de la structure, et le conseil d'administration, assument de réunions vidéo en réunions vidéo. Et, loin de laisser les choses se faire, Savatou a écrit aux parlementaires savoyards sur la situation du tourisme social engendrée par le Covid 19.

Le chômage économique des salariés met dans l'impossibilité, suite aux décisions sanitaires, d'apporter aux 300 CSE et aux 27 000 adhérents les prestations dans le domaine du tourisme, de la culture et des loisirs. Alors, après le temps du confinement pour certains, le travail en première ligne pour d'autres, il faudra s'investir pour offrir aux salariés les moyens de leurs loisirs.

Restauration

Les restaurants, lieux de socialisation par excellence, seront les derniers lieux à rouvrir. Pour ne pas passer la période à vide, et rendre service aux gourmets, des restaurateurs font du service à emporter.

À 16€50, la formule entrée, plat, dessert au restaurant « Les plaisirs gourmands » de Chambéry sont l'opportunité de faire un repas complet à bon rapport qualité prix. Pour avoir des étoiles dans l'assiette, le bistrot (également à Chambéry) propose une expérience gastronomique à 35€. A ce tarif, c'est un bout des Morainières** (à Jongieux) dans votre salle à manger.



Mais la crise ne permet pas à tous de se nourrir correctement. Ainsi le traditionnel réseau de la banque alimentaire est depuis peu complété par une initiative qui mérite d'être soulignée : les dépanniers.

Derrière ce nom se cache un groupement d'entraide alimentaire en période de crise : familles, associations d'action sociale, professionnels de la restauration, producteurs et distributeurs. Un "partenariat public privé" à l'initiative de Christelle Favetta-Sieyès, traiteur et conseillère départementale, qui permet d'élaborer "des repas à un euro par personne, soit à 21 euros pour trois repas par jour sur une semaine. C'est bluffant".

*En quatre semaines 6
354 repas ont été servis.*

A ce prix : fruits, légumes, laitages, céréales, protéines dans le respect du plan alimentaire. En quatre semaines 6 354 repas ont été servis. C'est possible, car le tarif des denrées est plus bas grâce aux prix obtenus par les professionnels de la restauration et au bénévolat des acteurs. Des initiatives à saluer.

Pour joindre les restaurateurs:

les plaisirs gourmands 44 av Pierre Lanfrey 73000 Chambéry 04 79 44 21 20

le bistrot 6 Rue du Théâtre, 73000 Chambéry 09 82 32 10 78

Pour plus d'informations : www.depanniers.fr et par mail : info@depanniers.fr

Allos sport histoire

par Gérard SIMON

Aux origines d'un sport qui va représenter et honorer durablement la Savoie : le rugby.

Dans notre département, le rugby fut introduit par le professeur de gymnastique Victor Bérod. Ce maître ayant découvert le rugby à Joinville, fonde la première équipe savoyarde dont il fait partie : l'Association Athlétique du Lycée de Chambéry. Né en 1867, Victor Bérod va, jusqu'à sa retraite en 1927, faire la promotion du rugby auprès de ses élèves dont les plus connus seront Jacques Forestier et Edmond Vellat. Il animera, en tant que joueur et président, dès 1896, l'équipe bientôt nommée Sport Athlétique du Lycée de Chambéry. Le premier capitaine de l'équipe du Lycée est Barthélémy Chevalier, trois-quart centre vélocité qui rejoindra le Stade grenoblois en 1905 avant de devenir un arbitre puis un dirigeant réputé. V. Bérod forma le premier international savoyard Jacques Forestier. Lors de son séjour à Paris pour ses études de médecine, Jacques Forestier joue la finale du championnat de France avec le SCUF (Sporting Club Universitaire Français), hélas sans succès. Mais il est sélectionné dans l'équipe de France qui se rend au Pays de Galles, en 1912.

Puis il fait partie de l'équipe nationale médaillée d'argent aux J.O d'Anvers en 1920, battue par les Américains. Après une nouvelle défaite face aux Etats-Unis en 1924, aux J.O de Paris, le rugby va disparaître du programme olympique. Jacques Forestier devient rhumatologue de réputation mondiale (auteur de plusieurs livres) à Aix les Bains dont, aujourd'hui, un stade porte son nom.

Un autre élève de V. Bérod, Edmond Vellat pratique le rugby à Chambéry, d'abord au Lycée puis à l'Union Sportive Chambérienne en 1910. Athlète de haut niveau, Edmond Vellat « à sa vélocité naturelle, ajoute une science du crochet et du cadrage débordement ». C'est sous les couleurs du FC Grenoble qu'il devient international. En 1927, sélectionné par Gilbert Brutus, il s'illustre en marquant l'essai qui met un terme à l'invincibilité anglaise face à la France. A noter, enfin, pour illustrer son éclectisme : il fut sélectionné pour les J.O de Paris de 1924, dans l'équipe de France d'athlétisme, pour représenter le Maroc (colonie française dans laquelle il avait séjourné). Plus tard, Edmond Vellat se distinguera au sein de la Résistance.

Un troisième élève du Lycée de Chambéry sera également international : Pierre Milliand passé par l'Etoile Sportive Albertvilloise avant la consécration sous le maillot du FC Grenoble.

Source très précieuse : « Cent Ans déjà, 1896-1996. La Grande Histoire du Rugby savoyard », de Georges Cambres et Aimé Faucher.

Billet

Les moutons

Les deux députés de Savoie, Patrick Mignola et Typhanie Degois, font bien partie de ce troupeau bêlant baptisé « LREM ». Ils viennent d'en apporter des preuves de plus dans leurs commentaires, et leurs votes du plan de déconfinement proposé (on pourrait dire imposé) par le premier ministre Edouard Philippe. Ainsi, Patrick Mignola trouve que le premier ministre a émis « des propositions responsables et humbles », et ose dire que « le gouvernement a eu une démarche concrète et opérationnelle sur les masques ». Décidément cette affaire de masques, si ce n'était pas si grave, va être la grande rigolade de cette crise sanitaire. Cela devient même un véritable scandale quand la grande distribution en vend mais qu'un certain nombre de soignants n'ont toujours pas leur quota journalier. Quant à son couplet sur la récession, à d'autres ! « Il faut qu'on soit vigilants à ne pas provoquer des désastres sociaux avec la récession ». Comme si tous ces libéraux se préoccupaient des désastres sociaux. La récession cela fait des décennies qu'ils la provoquent en mettant en place leur politique libérale pour le plus grand profit des actionnaires. La casse industrielle a provoqué des drames humains par régions entières, et ce sont ces clients là et leurs prédécesseurs qui en sont responsables !

Et puis il y a aussi Typhanie Degois, l'innocente députée de la première circonscription, en pâmoison devant Emmanuel 1er, du moins devant ses discours. « La déclaration du Premier ministre a permis une clarification de la stratégie du gouvernement ». C'est reconnaître un peu que jusqu'à maintenant ce n'était pas très clair. C'était même franchement opaque avec une stratégie reposant pour beaucoup sur le mensonge d'État. Mais ce que Typhanie Degois ne voit pas, ou ne veut pas voir, c'est que c'est toujours aussi flou. « La déclaration d'Edouard Philippe est un appel à la responsabilité individuelle et collective », estime-t-elle. Et la responsabilité de l'État, du gouvernement, où est-elle ? Parce que, dans le genre incompétent, démagogue et menteur, on ne pourra guère faire mieux.

Tous les gouvernements depuis des décennies ont cassé les services publics et l'hôpital en particulier, mais les macronistes, et quelques autres, ont amplifié tous les problèmes.

Yves Grandjean